



Ville de

**Mandeure**

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2026/076

République Française

Liberté – Egalité – Fraternité

Arrêté du Maire

**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR  
UN DÉBIT TEMPORAIRE**

**Débit de boissons 3<sup>ème</sup> catégorie**

Monsieur le Maire,

**DEBIT DE  
BOISSONS  
CATEGORIE 3**

Je soussignée : **MADAME BIROLIN**  
Prénom : DELPHINE  
Profession ou qualité : PRÉSIDENTE D'INDEPEN'DANCE  
9 impasses des grands champs 25310 PIERREFONTAINE LES BLAMONT

À l'honneur de solliciter de votre bienveillance, l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire  
Au CENTRE CULTUREL JEAN D'ORMESSON  
Le samedi 11 juillet 2026 de 19h à minuit à l'occasion d'un gala de danse.

Signature  
Le 18 mai 2026,

(1) Foire, vente ou brocante, fête....

**ARRÊTÉ du MAIRE**

Le Maire de la commune de MANDEURE

Vu la demande ci-dessus,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales en ses articles L 2131, L 2212-1, L2212-2, L2212-5, L 2215-1 et L 2215-3 ;  
Vu l'article L3334-2 du Code de la Santé Publique  
Vu l'arrêté Préfectoral n° 2012016-0013 du 16 Janvier 2012 réglementant la police des débits de boissons

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> : Madame BIROLINI DELPHINE est autorisée à ouvrir un débit exceptionnel et temporaire de boissons de 3<sup>ème</sup> catégorie, le samedi 11 juillet 2026 de 19h à minuit à l'occasion d'un gala de danse.

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de Mandeure dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Article 3 : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie territorialement compétent, Monsieur le Brigadier-Chef principal de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté

Publié sur le site internet le :

12 juin 2026

Fait à MANDEURE le 18 MAI 2026,

Le Maire,

Stéphane PODGORA

